



# ECHOS

## des Stocks Alimentaires

Bulletin d'information de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire de la CEDEAO

### Dans ce numéro

|                                                      |   |
|------------------------------------------------------|---|
| Editorial                                            | 1 |
| Le stock physique de la Réserve Régionale            | 1 |
| Intervention au Nord Est du Nigeria                  | 2 |
| Appui aux politiques nationales de stockage          | 3 |
| Un manuel de procédures pour la Réserve              | 3 |
| Vers des systèmes d'information agricole efficaces   | 4 |
| Des plans de contingence de sécurité alimentaire     | 4 |
| Un code de bonnes pratiques de stockage              | 5 |
| Une campagne d'information des producteurs agricoles | 5 |
| La Réserve Régionale en bref                         | 6 |

### Le stock physique de la Réserve Régionale prend forme

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Réserve, il est prévu de constituer un premier stock physique de 60 000 tonnes de céréales et produits nutritionnels pour la première période d'ici à 4 ans. L'Union Européenne apporte une contribution à l'opérationnalisation de ladite Réserve régionale par le financement d'un projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest d'un coût de

56 millions d'Euros permettant de mobiliser 31 500 tonnes, soit environ la moitié des stocks physiques prévus. Le reste des quantités de produits alimentaires devra être mobilisé sur les fonds propres de la CEDEAO.

L'entreposage et l'entretien des vivres sont confiés aux sociétés publiques nationales de stockage de sécurité alimentaire sur la base de conventions



Photo © ARAA / Stocks de la Réserve, 2017

de prestations de services pour le compte de la CEDEAO. A cet effet, un appel à propositions pour les services de réception, contrôle, entreposage

et entretien des stocks de la Réserve physique lancé en 2016 a permis de retenir, pour l'instant, 7 structures nationales de stockage à savoir la SONAGESS au Burkina

Suite page 2

### No 1, Décembre 2017

#### Editorial



La Quarante-Deuxième Session Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire en février 2013 a pris un Acte Additionnel au Traité révisé de la CEDEAO pour créer la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA). La mise en œuvre de cette Réserve n'a pas encore bénéficié des appuis financiers requis pour son opérationnalisation sur les ressources propres de la CEDEAO. Cependant, avec les appuis des partenaires techniques et financiers, les premiers pas d'accompagnement de la mise en œuvre de cet outil capital de la région pour faire face aux crises alimentaires et nutritionnelles ont été entamés. Grâce à l'appui de l'Union Européenne qui finance le projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest d'un montant de 56 millions d'Euros, plusieurs outils de mise œuvre de ladite Réserve ainsi que les premiers stocks physiques ont été constitués.

Un test de l'appui de la Réserve à un pays membre de la CEDEAO a été réalisé dans les Etats du Nord-Est du Nigeria en crise alimentaire et nutritionnelle.

L'appui financier de l'Union Européenne de même que celui technique de l'AFD, de l'AEICID et du CILSS ont permis d'amorcer la mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Sécurité Alimentaire avec le renforcement simultané des trois lignes de défense à savoir : les stocks de proximité, les stocks nationaux de sécurité et la Réserve Régionale

Suite page 2

## Intervention au Nord Est du Nigeria : une action concrète de solidarité régionale

A la suite de la requête du Gouvernement du Nigéria par lettre officielle adressée au Président de la Commission de la CEDEAO en date du 24 septembre 2016 sollicitant un appui aux populations du Nord-Est du Nigéria en crise alimentaire et nutritionnelle, la CEDEAO, en concertation

avec ses partenaires, a apporté une réponse positive en mobilisant les céréales de la Réserve. Une quantité de 1 130 tonnes de céréales (730 tonnes de mil, 200 tonnes de maïs et 200 tonnes de sorgho) a été remise le 8 août 2017 au NEMA (National Emergency Management Agency) destinée




Photo © ARAA / Remise NEMA, 2017

aux populations des Etats de Borno, de Gombe, d'Adamawa et de Yobe.

Un deuxième apport de 690 tonnes de riz est en cours afin de mieux satisfaire les habitudes alimentaires des populations assistées. Ainsi l'appui total de la CEDEAO et de ses partenaires sera de 1820 tonnes de céréales.

En réceptionnant les vivres le 8 août dernier

au nom du Gouvernement nigérian, le Directeur Général de la NEMA, Monsieur Mustapha Maihajja et le Directeur à l'Aide et à la Réhabilitation de la NEMA par intérim, Monsieur Kayode Fagbemi, ont exprimé leur gratitude et leur reconnaissance à la Commission de la CEDEAO et à l'Union Européenne, le partenaire financier du projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire pour cette assistance humanitaire. 

### Suite de l'édito

de Sécurité Alimentaire. Ces appuis permettent également de renforcer les systèmes d'information agricole nationaux et régionaux avec le déploiement d'ECOAGRIS et le dispositif d'aide à la décision et de renforcement de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA).

Ce premier numéro permet de faire le point sur l'état de mise en œuvre global de la Réserve et du projet d'appui de l'Union Européenne.

Ce bulletin qui peut susciter vos commentaires et questionnements est un cadre qui vous permet d'apporter vos contributions pour construire la région et l'aider à prévoir ses soutiens aux populations qui pourraient être exposées aux crises alimentaires et nutritionnelles dans un environnement de plus en plus en proie aux conséquences des changements climatiques et de l'insécurité civile.

Je profite de cette occasion pour remercier les partenaires techniques et financiers pour les soutiens qu'ils apportent dans le cadre de l'opérationnalisation de la RRSa de la CEDEAO. Plus spécifiquement, je remercie l'Union Européenne pour le financement du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Bonne et heureuse année 2018 !

Ousseini Salifou,

Directeur Exécutif de l'ARAA

Avec cette constitution progressive du stock physique de la RRSa, la CEDEAO est en train de se donner des moyens pour l'assise d'une solidarité régionale structurelle en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.


### Suite page 2

Faso, NAFCO au Ghana, l'OPAM au Mali, l'OPVN au Niger, le FRSD au Nigéria, le CSA au Sénégal et l'ANSAT au Togo pour les quatre sous-espaces de stockage retenus : Est, Centre, Ouest atlantique et Golfe Atlantique. Des contrats de prestations de services ont été signés ou sont en cours de signature pour un volume total de stockage de 42 500 tonnes. La conformité des infrastructures a été vérifiée par une société indépendante de renommée internationale recrutée par le projet. Des entrepôts représentant une capacité totale de stockage de 87 100 tonnes ont été inspectés. Les entrepôts déclarés

conformes et aptes à recevoir les produits de la RRSa représentent une capacité de 54 600 tonnes.

La Réserve Régionale a constitué, à ce jour, un stock physique de 11 178,5 tonnes de céréales (mil, maïs, sorgho, riz) constituées de 2 750 tonnes stockées à Yendi au Ghana, 2 750 tonnes à Dédougou au Burkina Faso, 3 500 tonnes à Dosso et à Zinder au Niger et 1 048,5 à Gombe au Nigeria.

Ce stock est issu d'un premier appel d'offres lancé en juin 2016. Le processus de contractualisation avec des fournisseurs

dans le cadre d'un deuxième appel d'offres pour un volume de 21 000 tonnes est en cours. Les livraisons interviendront entre janvier et mars 2018. 

En rappel, l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle réalisée en août 2016 avec l'outil Cadre Harmonisé dans les trois (03) Etats du Nord Est du Nigéria (Adamawa, Borno et Yobe) qui sont affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle a montré que 4.448.000 personnes dont 65.000 enfants étaient exposés à la famine.

## Un manuel de procédures est nécessaire pour la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire

Depuis le démarrage de l'opérationnalisation de la Réserve régionale en 2015 à travers le projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire, l'Unité Technique de Gestion de la Réserve travaille d'arrache-pied à faciliter la mise en place des organes de gouvernance et autres instruments de gestion de la Réserve, notamment le Comité de Gestion et le Manuel de procédures.

En effet, le Manuel de procédures constitue un des instruments de premier rang de gestion de la Réserve. Il définit clairement les procédures de gestion des composantes physiques et financières de la Réserve. A cet effet, un consultant recruté et commis à cette tâche a rencontré et discuté avec plusieurs acteurs intervenant dans la Réserve dont entre autres, la CEDEAO (Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, Direction des affaires humanitaires, Direction des affaires juridiques, BIDC) et l'AFD.

En vue d'élargir cette base de concertation, l'ARAA a organisé le 30 juin 2017, un atelier de consultation des acteurs de la mise en œuvre de la Réserve (ROPPA, APSS, RBM,

## Appui aux politiques nationales de stockage et au Réseau des Structures Nationales de Stockage ( RESOGEST)



La composante 2 du projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest, est essentiellement orientée vers le renforcement des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Elle est mise en œuvre par les Etats membres avec l'appui de l'ARAA et sous le leadership du RESOGEST (Réseau des Structures Publiques en charge de la Gestion des Stocks nationaux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest) qui bénéficie aussi d'appuis spécifiques.

La première réunion annuelle du RESOGEST tenue en octobre 2016 à Lomé, Togo, a

permis d'engager sa redynamisation et d'adopter une feuille de route. Les statuts et règlement intérieur ont été adoptés lors de l'Assemblée Générale tenue à Accra au Ghana du 16 au 17 octobre 2017. La deuxième réunion annuelle tenue le 18 octobre 2017 a permis de faire le point de la mise en œuvre des activités du projet d'appui et des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Les discussions menées à Accra ont également permis de passer en revue le plan d'action triennal (2018-2020) et de faire un rappel pour un traitement diligent des memoranda d'entente à signer par

Le Cadre de coopération du RESOGEST comprend la mise en place d'un mécanisme de solidarité régionale incluant "La constitution par chaque pays, au sein du stock national de sécurité alimentaire d'une réserve d'au moins 5 % mobilisable sous forme de prêts ou cession à titre gratuit ou onéreux, pour répondre aux besoins des autres pays confrontés à une crise alimentaire face à laquelle les stocks nationaux s'avèrent insuffisants".

SONAGESS, etc.) afin d'enrichir le Manuel de procédures en cours d'élaboration.

Les avis recueillis par le consultant devraient lui permettre de nourrir sa réflexion afin de proposer un projet de Manuel de procédures qui sera validé lors d'un atelier régional. Une réunion ministérielle est, par ailleurs, prévue pour statuer sur le Règlement portant création du Comité de gestion de la Réserve Régionale. ■

chaque Etat avec la CEDEAO dans le cadre de l'appui que le projet prévoit d'apporter aux membres du RESOGEST.

Les appuis prévus pour les pays concernent essentiellement (i) l'accompagnement des pays pour se doter ou actualiser leurs politiques nationales de stockage, (ii) le renforcement des capacités des structures nationales de gestion des stocks, (iii) l'adoption du code de procédures de gestion des stocks et (iv) la formation des

gestionnaires de stocks.

La Commission de l'UEMOA, partie prenante de la mise en œuvre de la stratégie régionale, a mobilisé sur ses fonds propres des ressources destinées à la construction d'infrastructures de stockage au bénéfice de ses 8 Etats membres. Ces entrepôts renforcent les capacités de stockage public et pourraient être mobilisés pour le stockage des vivres de la Réserve. ■

## Vers des systèmes nationaux et régionaux d'information agricole efficaces

Les institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, RESIMAO, CORAF, Africa Rice) ont adopté en juin 2013 un cadre de coopération pour la mise en œuvre du dispositif d'information agricole régional, ECOAGRIS (ECOWAS Agricultural Regional Information System). Dans le cadre du projet d'appui, la composante 4 contribue à cet objectif.


Le renforcement des systèmes nationaux et régionaux vise (i) à doter tous les pays de dispositifs d'information de base sur la situation alimentaire et nutritionnelle permettant d'alimenter de façon fiable les analyses du Cadre Harmonisé, nécessaires à l'établissement des plans de réponse nationaux aux crises conjoncturelles et aux requêtes auprès de la Réserve régionale en cas de crise majeure, (ii) à renforcer les capacités de traitement et d'analyse (iii) à développer les enquêtes sur l'économie des ménages et (iv) à connecter les systèmes nationaux et développer les bases de données régionales dans le dispositif d'aide à la décision ainsi que de suivi-évaluation de la politique agricole régionale, l'ECOWAP. Les activités de la composante ECOAGRIS sont mises en œuvre dans le cadre d'une

## Des plans de contingence pour une meilleure gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

En vue d'améliorer l'efficacité dans la gouvernance de la Réserve Régionale d'une part et dans la réponse de la région aux crises alimentaires d'autre part, la CEDEAO, à travers le projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest, a entrepris en fin octobre 2017, une série d'études pour analyser et capitaliser les bonnes pratiques en vue d'élaborer ou réviser des lignes directrices pour des plans de contingence nationaux pour les 17 pays de l'espace CEDEAO/CILSS et des recommandations pour un plan de contingence régional. Ces études de cas couvrent spécifiquement 6 pays à savoir la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo.

Les missions sur le terrain sont en cours et devraient permettre au consortium (Université Polytechnique de Madrid et Oxfam Intermon) en charge de ces études de prendre connaissance de la situation propre aux acteurs identifiés et impliqués dans l'élaboration des plans de contingence. De façon spécifique, ces études visent à (i) capitaliser les bonnes pratiques et les enseignements tirés des expériences précédentes, (ii) fournir des règles méthodologiques en vue de l'élaboration ou la révision de plans de contingence,

(iii) appuyer la révision et/ou l'élaboration des plans de contingence nationaux et (iv) appuyer l'élaboration d'un plan de contingence régional.

Selon le cahier de charges, l'on s'attend à ce que la capitalisation des expériences se fasse dans deux domaines à savoir les dispositifs nationaux de prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. 

La composante réserve financière est essentielle. Elle représente les deux tiers du calibrage global de la RRSA. Elle permet d'une part de financer les coûts annexes de gestion et mobilisation du stock physique et d'autre part, d'envisager des interventions de la RRSA avec des instruments autre que le stock physique : transferts monétaires, fourniture d'aliments bétail, etc. de façon à organiser une réponse aux crises adaptée à la diversité des situations.


Une fois opérationnel, le système d'information ECOAGRIS devrait continuer à faciliter la prise de décision pour une gestion plus efficace de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest.

convention directe entre le Centre régional AGRHYMET du CILSS et la Délégation de l'Union Européenne de Niamey. En outre, la signature des conventions entre le Centre AGRHYMET et les Etats représentés par les Comités Nationaux ECOAGRIS est prévue.

A ce jour, des conventions ont été signées avec les seize (16) des dix-sept (17) pays concernés, à savoir les quinze (15) pays de la CEDEAO en plus de la Mauritanie et du Tchad. La plateforme ECOAGRIS a été conçue et validée. Le peuplement de la plateforme est en cours d'opérationnalisation dans les pays à l'instar des cinq pays pilotes. Les enquêtes sur la collecte des nouvelles données

primaires et la nutrition sont effectives, les deux cycles de formation en micro-informatique et réseaux sont fonctionnels. Les analyses du Cadre Harmonisé ont été renforcées à travers l'extension des analyses de l'économie des ménages. La composante ECOAGRIS aura particulièrement innové sur le HEA (Analyse de l'Economie des Ménages) car elle aura instauré l'analyse dans les pays côtiers par l'élaboration des cartes de zones de moyens d'existence ainsi que la formation et le développement effectif de profils de référence et d'analyse de résultats pour une meilleure maîtrise et gestion de la résilience en Afrique de l'ouest. Enfin, en lien avec la gestion des stocks alimentaires,

une méthodologie de suivi des stocks de proximité a été produite et validée.

Une fois entièrement opérationnel dans l'ensemble de ses dimensions, le système d'information ECOAGRIS devrait continuer à faciliter la prise de décision pour une gestion plus efficace de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest à l'instar de l'outil Cadre Harmonisé qui procède consensuellement à l'élaboration de la carte de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle aiguë ainsi qu'à l'estimation des populations en situation de vulnérabilité courante ou projetée. 

## Il faut un code de bonnes pratiques en matière de stockage de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Consciente des défis liés à la mise en œuvre de la Réserve en termes de gouvernance et de gestion, la CEDEAO a lancé une étude de capitalisation des bonnes pratiques en matière de gestion des stocks le 18 juillet 2017 à Lomé au Togo dans le cadre du projet d'appui de l'Union Européenne.

Cette étude a été confiée à GRAD Consulting Group avec pour mission principale, la capitalisation des bonnes pratiques en matière de gestion des réserves alimentaires au niveau local (stocks de proximité) et national (stocks nationaux de sécurité). Au terme de cette étude, GRAD Consulting Group devrait mettre à la disposition de la CEDEAO (i) un rapport d'étude par pays sur la gestion des stocks nationaux et la gestion des stocks de proximité, (ii) une synthèse régionale des bonnes pratiques de gestion des stocks nationaux, (iii) une synthèse régionale sur les bonnes pratiques de gestion des stocks de proximité et (iv) un code de bonne conduite de gestion des stocks de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Une campagne d'information et de communication avec et pour les organisations de producteurs agricoles

Dans le cadre du renforcement de capacités des producteurs, il est prévu dans le projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest, entre autres, des actions d'information et de communication permettant aux organisations de producteurs spécialisées de mieux répondre aux appels d'offres pour approvisionner la RRSA. Cela est réalisé à travers une campagne d'information.

La conduite de cette campagne qui vise les producteurs et entreprises de transformation agroalimentaire a été confiée à un consortium dirigé par Oxfam Intermon avec pour objectif principal d'informer, de conseiller et de former les organisations de producteurs et de transformateurs des pays de la CEDEAO et du Sahel sur les modalités d'approvisionnement et de reconstitution de la Réserve Régionale. Sa préparation consiste en (i) la production de supports de communication (une version adaptée des dossiers d'appel d'offres, des capitalisations d'expériences, une veille stratégique et informative, une lettre d'information trimestrielle, des outils de formation dynamiques) et (ii) la mise en place d'outils d'information

et de communication interactifs (un site web, une « mailing list », une

L'Union Européenne finance le projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire à hauteur de 56 millions d'Euros. Les délégataires de gestion des fonds pour la CEDEAO sont l'AFD, l'AECID pour la mise en œuvre des composantes 1, 2, 3, et 5. Le Centre régional AGRHYMET du CILSS a signé une convention avec la Délégation de l'Union Européenne du Niger et reçoit directement les ressources financières pour la mise en œuvre de la composante 4 du projet.

liste de distribution ou un répertoire d'adresses pour la diffusion de courriers électroniques, la création d'une page Facebook et l'animation d'un service d'appui-conseil à distance, un Help Desk).

La préparation de cette campagne est prévue pour se terminer à la fin de 2017 afin de permettre au consortium et à ses partenaires d'interagir directement, à partir de 2018, avec les organisations de producteurs qui auront été sélectionnées. ■

La préparation de la campagne d'information sur la Réserve est prévue pour prendre fin en décembre 2017 afin de permettre au consortium et à ses partenaires d'interagir directement, à partir de 2018, avec les organisations de producteurs qui auront été sélectionnées.

Cette étude qui couvre 8 pays, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo devrait permettre à la CEDEAO de disposer d'un projet de code de bonne conduite en matière de gestion des réserves alimentaires qui sera soumis aux Etats membres pour validation et adoption. ■



Photo © ARAA / Campagne d'information sur la Réserve 2017

# La Réserve Régionale en bref !

## Equipe de rédaction

### Directeur de publication

Ousseini Salifou

### Rédacteur en chef

Francis Dabiré

### Comité de rédaction

Alain Sy Traore

Mitowanou E. Koffi-Tessio

Ablassé Bilgo

Emmanuel Glé

Moussa Mama

Malick Lompo

Jonas Alagbé

Nahmsath Yabouri

Celestin Tienon

Septime Houssou-Goe

- Le quarante-deuxième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de la CEDEAO, a créé la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) le 28 février 2013 par Acte additionnel N°AS/2/02/13 au Traité Révisé de la CEDEAO.
- Elle constitue la troisième ligne de défense pour prévenir et gérer les crises alimentaires. Elle est complémentaire des stocks de proximité (première ligne de défense au niveau des villages et des communautés) et des stocks nationaux de sécurité alimentaire (deuxième ligne de défense) détenus par les Etats.
- Elle (i) complète les efforts des Etats Membres pour fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle rapide et diversifiée, (ii) exprime la solidarité régionale à l'égard des Etats Membres et des populations affectées à travers des mécanismes transparents, équitables et prévisibles, (iii) contribue à la souveraineté alimentaire et à l'intégration politique, économique et commerciale de l'Afrique de l'Ouest.
- Elle intervient essentiellement sous forme de prêts ou de cessions à titre gratuit de vivres ou de ressources financières décidées par le Comité de Gestion. Ces interventions expriment la solidarité régionale et la contribution de la région aux plans de réponse ou plans d'urgence conçus par les pays en réponse à une crise alimentaire.
- Elle est constituée d'une réserve physique (1/3) et d'une réserve financière (2/3).

L'opérationnalisation du Fonds Régional pour le Développement de l'Agriculture (ECOWADF) dont la mission est de soutenir le développement du secteur agricole et permettre ainsi à la Réserve régionale de jouer pleinement son rôle est impérieuse.

Avec l'appui financier de l'Union Européenne



Et l'appui technique des partenaires de mise en oeuvre



## Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

83, rue de la Pâture (Super TACO), Lomé, TOGO

Tél. +228 22 21 40 03

[araa@araa.org](mailto:araa@araa.org)

[www.araa.org](http://www.araa.org)